

"L'Europe pourra-t-elle encore se faire ?" dans La Métropole (18 septembre 1954)

Légende: Le 18 septembre 1954, commentant l'échec récent de la Communauté européenne de défense (CED), le quotidien anversois La Métropole plaide pour une relance du processus de construction d'une Europe supranationale dans laquelle les trois pays membres du Benelux sont invités à jouer les premiers rôles.

Source: La Métropole. 18.09.1954. Anvers. "L'Europe pourra-t-elle encore se faire ?", p. 1; 4.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_europe_pourra_t_elle_encore_se_faire_dans_la_metropole_18_septembre_1954-fr-c63835dd-8cd1-4809-8e75-244a77f51e95.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

L'Europe pourra-t-elle encore se faire ?

C'est bien la question que tous ceux qui, depuis trois ans et plus, ont tendu leurs efforts vers une Europe unie, se posent aujourd'hui plus que jamais avec une réelle angoisse. Dès la fin de la guerre, il n'a pas fallu aux nations occidentales épuisées de longues réflexions pour reconnaître que sans une intégration profonde de leurs richesses humaines et matérielles, l'Europe serait condamnée à l'écrasement entre les deux blocs géants américain et russe. Nous devions à tout prix et sans tarder, faire, en sorte qu'elle devint cette troisième force capable d'opposer aux États-Unis, avec toute l'amitié que nous leur devons, un potentiel économique tel qu'il nous garde d'une vassalité humiliante, et aux Soviétiques une puissance militaire qui nous préserve de toute surprise. Cette troisième force devait, au surplus, rendre à nos vieux pays chrétiens ce dynamisme culturel et civilisateur dont le nouveau rayonnement serait appelé à maintenir aux frontières et même au-delà, une barrière efficace contre les courants d'une idéologie monstrueuse.

C'est ainsi que, depuis 1951 surtout, on finissait par apercevoir peu à peu, au bout d'un chemin rempli d'obstacles énormes mais non insurmontables, l'aube d'une ère nouvelle qui devait rompre avec cinq siècles de rivalités nationales et de guerres intestines, et permettre à l'Europe de répondre à sa grandiose destinée. Une première étape fut franchie : la Communauté du charbon et de l'acier. Une deuxième étape allait l'être grâce à la Communauté de défense. Hélas ! Contre tout espoir, contre toute logique, et malgré l'adhésion unanime de cinq pays sur six, elle devait rester lettre morte. La CED, la France qui en avait été l'inspiratrice et la première protagoniste, l'a tuée et enterrée brutalement le 20 août dernier. La CED résolvait pourtant le problème le plus crucial et le plus urgent de l'heure, puisqu'elle assurait l'intégration harmonieuse et prudente de l'Allemagne dans le complexe européen et en même temps constituait le bouclier d'avant-garde contre toute menace venant de l'Est. Enfin — et c'était là son plus grand mérite — elle consacrait le principe de la supranationalité sans l'application duquel il ne peut y avoir de véritable unité de pensée et d'action.

Or, c'est ce principe même de la supranationalité que la France a voulu tuer en la tuant aidée en cela largement par la carence britannique... Et c'est compte tenu de l'attitude française qu'à présent les chancelleries s'emploient dans la fièvre et la confusion à trouver une formule de rechange à la solution du problème allemand qui se confond avec celui de l'organisation militaire occidentale. M. Eden court de Bruxelles à Bonn et à Paris en passant par Rome, tandis que M. Dulles traverse en cavalier seul la grande mare pour atteindre Londres et Bonn. Course de vitesse ! C'est à qui des deux gagnera ce marathon diplomatique bien caractéristique de l'inquiétude internationale et de la nécessité de faire vite.

La France n'a pas voulu de la CED. Comme dans l'immédiat on ne peut rien faire de stable sans la France, il faut pour sortir de l'impasse, en revenir à des conceptions que nous croyons périmées. En d'autres termes, les méthodes et l'esprit qui animent les négociateurs actuels décèlent un recul de trois ans dans l'évolution structurelle de l'Europe. Nous en revenons presque au point mort...

Mesure-t-on l'extrême gravité d'un tel reniement qu'une seule nation a forcé les autres à commettre ? Et devine-t-on du même coup les conséquences désastreuses incalculables qu'il peut avoir sur l'avenir non seulement de l'Europe mais du monde ?

Tout dépendra de ce que sera la solution de rechange qu'élaborera, à la fin de ce mois, la conférence de Londres. Sans doute ne peut-on espérer que celle-ci en revienne finalement aux principes fondamentaux de la CED et doit-on s'attendre à ce que les accords prochains — car ils doivent coûte que coûte être pris — s'inspirent des vieilles conceptions axées sur la reconnaissance des souverainetés nationales. Il s'agira d'une régression déplorable dont se réjouira de toute manière Moscou. Mais le mal, si grand qu'il soit, ne prendra pas l'allure d'une catastrophe à condition que la formule de remplacement vers laquelle on court encore comme après un fantôme, ne soit pas d'une nature irrémédiablement incompatible avec une future adaptation aux principes communautaires de la supranationalité.

Il faut que les rouages conçus en vue d'une Europe unitaire puissent un jour s'appliquer à l'œuvre diplomatique de ces prochaines semaines. Anéantir par des engagements multilatéraux l'embryon de l'Europe nouvelle serait anéantir nos possibilités d'avenir et constituerait ni plus ni moins qu'un suicide collectif.

Que les hommes d'État qui vont prendre devant l'histoire les plus écrasantes responsabilités se persuadent bien de cette vérité. Qu'il n'écourent pas ceux qui leur chantent aux oreilles que si l'Europe doit se faire, elle se fera sans même que nous le voulions ... « Italia fara da se » disait Cavour. Mais Cavour mettait tout en œuvre pour aider son pays à réaliser son unité et c'est grâce au génie politique du grand diplomate que cette unité s'est faite.

Il nous reste à former un vœu : celui de voir les États du Benelux veiller au grain et faire peser davantage dans la balance des décisions qui seront prises à Londres le poids de leurs revendications. Celles-ci sont aussi importantes et aussi dignes de considération après tout que n'importe quelles autres... C'est surtout à la Belgique, à la Hollande, au Luxembourg à faire entendre dans le concert dissonant de l'orchestre diplomatique la voix d'une Europe dont ils sont, grâce à leur union économique, la première et la plus tangible préfiguration.